

La Lettre d'EMA

Echanges Massy-Afrique

Echanges Massy-Afrique.
Espace associatif - Centre omnisports Pierre de Coubertin
Avenue du Noyer Lambert 91300 Massy
Tél. : 01 60 11 56 65 ou 09 53 71 71 53
Site : massyafrique.org

Vous y trouverez cette lettre en couleurs.

Edito

Un séjour de deux semaines au Burkina, des rencontres à Koper, et « je n'ai qu'une envie, celle d'y retourner » nous dit Rachel.

Une vie aux côtés de Claude, fondateur d'EMA, puis une vingtaine d'années à nous encourager, tel est le témoignage de **fidélité** que nous donne Sylvette Alamichel, décédée en août, à qui nous rendons hommage.

De nombreux parents et amis ont fait un don à EMA, répondant ainsi au vœu de Sylvette, autant de marques d'amitié et de **fidélité**. Qu'ils soient remerciés de leur confiance et de leur générosité.

Fidélité aussi quand Isaïe Paré, directeur d'Ed.PA, notre opérateur au Burkina, fait le voyage à Condom pour rencontrer « les partenaires du Nord » dont EMA fait partie.

Fidélité encore quand à Koper, Ekoma prépare déjà l'accueil de notre délégation qui partira en janvier 2014.

Fidélité depuis 32 ans des villageois burkinabé, qui sont sensibles à nos marques d'amitié, à nos encouragements réguliers et à notre implication.

Vous ne trouverez pas de « page enfant » dans cette Lettre. Merci à Hélène de l'avoir conçue depuis plusieurs années et bon vent à elle qui en 2014 quittera Massy.

Notre **investissement** à Koper se manifeste dans plusieurs secteurs, tendant à améliorer la vie de la population dans les domaines de l'agriculture familiale, de la santé, de

l'éducation, selon les besoins exprimés et choisis.

Si nous portons un regard particulier dans cette Lettre sur la santé et l'hygiène, c'est pour mettre en évidence les progrès réalisés, par exemple grâce à l'aide internationale dans la lutte contre le paludisme (35 millions de dollars US en 2000 et 2500 millions en 2012). C'est aussi pour mettre en évidence les énormes avancées souhaitables, à faire au plus vite, dans le domaine de l'hygiène.

Et si nous voulons être présents, visibles, actifs sur Massy et ses environs, c'est pour plaider en faveur de la solidarité internationale et en témoigner.



Merci chers amis de votre **fidélité** et de votre **générosité**. Nous comptons sur vous et sur ceux que vous aurez su convaincre de rejoindre EMA.

Des vacances au Burkina

Rachel, enseignante dans un collège de Massy nous raconte sa découverte du Burkina.

« Des vacances au Burkina ???..., quelle drôle d'idée ! Là- bas, y a pas de sites touristiques, c'est dangereux avec tout ce qui se passe au Mali.....et en plus, au mois d'août, il tombe des pluies diluviennes ».....voilà ce que j'ai entendu maintes et maintes fois avant de choisir ce pays d'Afrique de l'Ouest comme destination pour mon voyage estival. Et, pourtant, après 2 semaines passées là- bas, je n'ai qu'une envie, celle d'y retourner....

Enseignante dans un collège de Massy, co-animatrice d'un atelier « mes copains d'ici et d'ailleurs » (et surtout d'Afrique), j'ai eu l'occasion de rencontrer et de travailler l'an passé avec Jacqueline, Simonne et leur équipe de l'association Echanges Massy-Afrique, à la réalisation d'une exposition sur le Burkina avec les élèves, et c'est de là qu'est née l'envie de découvrir le « pays des hommes intègres ».

De magnifiques tenues colorées.

Décollage le mardi 6 août 2013.... L'entrée dans le pays se fera par Ouagadougou sous la pluie. Les endroits paisibles et magiques côtoient les quartiers bruyants. Les gens sont discrets, disponibles et chaleureux. Les femmes arborent de magnifiques tenues colorées. Le décor est planté ! 2^{ème} étape : la petite ville de Sabou, en bord de route, incontournable pour sa mare aux crocodiles.. Bobo Dioulasso fut la 3^{ème} étape, accessible en car par la route : une ville lumineuse, où se mêlent musulmans, chrétiens, animistes et griots...au rythme de la musique, je flâne chez les artisans pour dénicher des objets de qualité. S'en suivent quelques sites touristiques, comme Banfora et les dômes de Fabédougou, la cascade de Karfiguéla, Sindou et ses pics, Gaoua uniquement joignable en taxi brousse (une aventure hors du temps !), le marché de Kampti immense et incontournable.

Visite surprenante de la maison d'un devin....et d'habitations lobi datant de plus d'un siècle. Et tout ceci dans un pays verdoyant comme on ne l'imagine pas en Afrique, arrosé par des pluies imprévisibles.

A Dano, un guide à mobylette.

Dernière étape....Dano, le fief d'EMA. Alain Somda, qui étudie la faisabilité des projets et aide à leur réalisation, sera un hôte et un guide parfait, à mobylette ! Il me fera connaître les acteurs burkinabé d'EMA, James le Président et Gaspard le trésorier, tous 2 très fiers de pouvoir me montrer ce qui a été réalisé à Koper et les villages alentours, tout ceci avec une grande gentillesse et beaucoup d'humilité.



Des salles de classe, des latrines, des forages....et pour clôturer cette rencontre, un délicieux repas à partager tous ensemble dans le maquis où ils ont l'habitude de se réunir avec l'association. Ce fut un pur moment de grâce, qui conclut mon voyage sur une note d'espoir.... Quel bel exemple d'investissement humain, de générosité...et c'est sûrement tout cela qui fait aussi la richesse d'un voyage.

J'espère que ces quelques lignes vous auront convaincus de partir à la découverte d'un pays merveilleux.....

Rachel Savoie

La prochaine Assemblée générale d'EMA aura lieu le 9 avril 2014. Retenez cette date !

LE PALUDISME AUJOURD'HUI

Revue de presse novembre 2011-novembre 2013

Réduire de 2/3 la mortalité due au paludisme est un des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD 2000-2015) adoptés par 193 Etats-membres de l'ONU et des organisations internationales.

Qu'en est-il aujourd'hui ?

- Alors que 40% de la population mondiale sont exposés, le paludisme continue de tuer. Selon l'OMS, en 2010, 655 000 personnes en sont mortes, dont 91% en Afrique, parmi elles 86% d'enfants de moins de 5 ans. Ces données sont contestées par l'IHME à Seattle (Health metric and evaluation) qui double ce chiffre et annonce 1,2 million de morts en 2010 (*le Monde* 4 février 2012)

- 90% des cas se trouvent en Afrique subsaharienne.

- Au Burkina, le paludisme est la première cause de mortalité, provoquant 2 millions d'hospitalisations en 2011, 12 000 décès répertoriés dans des structures médicales.

- Dans la région du Ioba, la prévalence est de 20% en moyenne.

- Dans la commune de Koper, la moitié des patients qui consultent dans le centre de santé de Babora viennent à cause du paludisme.

Les objectifs sont loin d'être atteints à 2 ans de l'échéance !



Des progrès importants, dus à la prévention, ont été couronnés de succès depuis 1990

- L'application d'un traitement préventif a permis de faire reculer de 65% les cas de paludisme au Mali et de 72% au Tchad (*La Croix*, 26 sept. 2012)

- L'utilisation des moustiquaires permet de se prémunir des piqûres de moustique. Grâce à une campagne de distribution massive, le taux de mortalité due au paludisme a atteint 0% au Kenya, au Sénégal et au Rwanda (*Le Monde*, 4 juin 2012)

Au Burkina, depuis 2010, la politique volontariste de prévention consiste à couvrir 80% de la population de moustiquaires imprégnées à longue durée d'action.

A Koper, une enquête du suivi communautaire de la pauvreté, effectuée en mars-avril 2011, révèle que 82% de la population utilisent une moustiquaire imprégnée d'insecticides.

Pas de bonnes nouvelles sur le front de la thérapeutique et de la vaccination

- L'utilisation de médicaments antipaludéens induit l'apparition de moustiques résistants. La résistance est apparue au Cambodge et en Thaïlande en 2009.



- Le plus avancé des candidats-vaccins « RTS,S » soutenu financièrement par la Fondation de Bill Gates connaît un sérieux revers. Les tests de phase II (petit effectif d'individus) réalisés depuis 1995, puis ceux de phase III depuis janvier 2009, sont décevants. Le vaccin inoculé à 6537 nourrissons de 6 à 12 semaines, suivis pendant un an, réduit de 31% seulement les cas de paludisme. L'évaluation à grande échelle se poursuivra jusqu'en 2014. (*Mensuel La Recherche*, janvier 2013)

- A l'Institut Pasteur les recherches sont moins avancées, mais les résultats plus prometteurs. Le candidat-vaccin « MSP3 » a été testé sur 45 enfants du Burkina et a permis une protection de 70%. Il faut attendre les résultats d'étude de la phase III, en cours sur 800 enfants. (*La Croix*, 26 sept. 2012)

- Des essais d'un nouveau vaccin sont en cours, grâce à une start-up du Maryland, Sanaria, sur financements publics américains. 100% des individus volontaires « vaccinés » par « RfSPZ », ont une protection complète. A suivre attentivement ! (*Mensuel Pour la Science*, octobre 2013)

- Enfin, issu d'une initiative d'un laboratoire de Copenhague financée par l'Europe, un candidat-vaccin « GMZ2 », est testé dans plusieurs pays (Gabon, Ouganda, Burkina Faso sur 2000 enfants). C'est donc la phase II du protocole. Les résultats ne sont pas publiés à ce jour. (*information donnée sur Arte le 30 mai 2013, confirmée sur internet*)

Le chemin est encore long pour atteindre les objectifs du millénaire ! Quand n'y aura-t-il plus de suite à cet article ?

L'AMELIORATION DE LA SANTE PASSE PAR L'ASSAINISSEMENT

La politique nationale concernant l'hygiène au Burkina Faso

En 2008, 2,6 milliards de personnes dans le monde n'avaient pas de toilettes décentes. La Banque mondiale a calculé qu'en 2012, le manque d'assainissement provoquait au Burkina Faso 19 000 morts prématurées par an, des enfants principalement.

Or l'assainissement (qui, outre l'accès des populations aux sanitaires, englobe le traitement des excréments, des eaux usées domestiques et industrielles) est le parent pauvre des politiques publiques et de l'aide au développement, dans un secteur où la plupart des projets portent sur l'accès à l'eau potable.



Latrine privée

Depuis l'adoption, en **2000**, des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD 2000-2015), dont fait partie l'assainissement, les pouvoirs publics burkinabé tentent de redresser la situation. Ils ont, en **2006**, élaboré un Programme national prévoyant :

- d'équiper les principaux lieux publics en latrines,
- de faire en sorte que, d'ici 2015, 54% de la population rurale et 57% de la population urbaine (actuellement 27%) ait accès à l'assainissement (latrines et en plus, en ville, égouts ou vidanges). L'ONEA est l'entreprise nationale chargée de ce programme, aidée par l'Agence française de développement. (Informations extraites de Fanny Pigeaud : « Le Burkina Faso fait un brin de toilettes », Alternatives internationales, Hors-série N°13, mai 2013)

La situation dans les 5 villages de Koper

Deux enquêtes réalisées par « le Système de Suivi Communautaire de la Pauvreté » en 2007 puis 2011, dans la commune de Koper permettent de se faire une idée générale de la situation sanitaire dans les 5 villages.

Un des indicateurs est l'utilisation de latrines comme lieux d'aisance (l'autre étant l'utilisation du savon), car celles-ci limitent les sources de microbes et par voie de conséquence les sources de maladies et de contamination.

L'utilisation de la nature pour « se soulager », comme il est de coutume, est un risque d'insalubrité caractérisé. Les populations sont fortement exposées aux maladies hydriques car les urines et les selles sont charriées par les eaux de pluie vers les rivières, les marigots ou les puits traditionnels non protégés, qui sont des sources d'approvisionnement en eau. Nombre de ménages puisent leur eau de boisson à des sources autres que des forages et puits busés ou y lavent leur linge.



Lessive dans le marigot

En **2007**, sur les 1025 ménages des 5 villages, 16% d'entre eux avaient une ou des latrines à côté du lieu d'habitation. C'était aussi la moyenne de la commune.

En **2011**, 21% des 1363 ménages de ces mêmes villages avaient construit une latrine.

Les WC et fosses septiques, qui constituent les meilleurs lieux d'aisance du point de vue de l'hygiène, sont inexistantes puisqu'il n'y a pas d'eau courante.

Nous avons vu, en **janvier 2013**, des dizaines de cuves de latrines en béton, stockées près de la mairie de Koper : un investissement sans doute lié au programme national mentionné ci-dessus. Sont-elles aujourd'hui installées près des concessions ?

La politique d'EMA a toujours été de promouvoir la construction de latrines en les subventionnant à 90%, associées aux logements de maîtres, aux salles de classe d'écoles, du collège et du lycée.

Dans les lieux publics, le premier bloc de latrines a été construit en 2002 devant l'église à Babora, lieu de rassemblement important de la population majoritairement catholique et le second à la maison des femmes de Babora en 2004. Ont suivi au marché de Fakoul un bloc de 6 latrines terminé en 2011 et un autre au grand marché de Kpaï, terminé en 2012.

Mais EMA enrage ! Car, sous la responsabilité du Maire, un comité de gestion devait ouvrir et entretenir ces lieux. Aujourd'hui encore, ces deux derniers blocs de latrines ne sont toujours pas accessibles au public



Remise du 1^{er} prix de l'école propre en présence de l'inspecteur

Gageons que l'éducation sanitaire à l'école, sous la responsabilité des enseignants et des associations de parents d'élèves, modifiera les comportements dans le privé et dans la sphère publique. Il y a tant à faire !

EMA à Koper en 2013

Aide à la scolarisation

Ce poste reste le plus subventionné par EMA.

EMA a doté toutes les cantines scolaires de cuiseurs économiques (subvention 100%) et par ailleurs formé les responsables des APE et AME (associations de parents d'élèves et de mères d'élèves) à la vie associative.

Pour l'année scolaire 2012/2013, 50% de la cotisation pour les frais de scolarité ont été versés à 910 élèves du Primaire (857 en 2011/2012) et 115 élèves du collège- lycée (114 en 2011/2012).

Dans le cadre de la marche vers l'autonomie de gestion, Ekoma a été chargée de collecter les effectifs et de verser aux APE la subvention EMA. Malgré les difficultés rencontrées pour connaître les chiffres, la subvention a été versée en décembre 2012. C'est une lourde tâche pour Ekoma que de collecter entre octobre et décembre les effectifs auprès des enseignants, de les vérifier famille par famille et de verser aux APE la somme correspondante.



Deux salles de classe sont seulement en voie d'achèvement à Babora-Kondogar et Gorgane-Centre du fait des retards dus à la lenteur des villageois à verser leur contribution de 10%.

A la demande des habitants de Béné Dogfutéon, EMA cofinancera un logement de maître en 2013. Cette école qui compte 3 classes a été financée par une ONG allemande mais elle n'a que 2 logements, ce qui justifie le projet.

Comme en 2011 un concours de l'école propre a été lancé en 2013/2014.

Aide au développement de l'agriculture

EMA a subventionné à hauteur de 50% l'achat de 26 bœufs de trait et de 2 charrettes et à 100% les formations correspondantes aux bénéficiaires.

Aide aux activités génératrices de revenus

Cette aide concerne les femmes et les jeunes.

25 projets portant sur le petit élevage ont été subventionnés à hauteur de 75% (achat de brebis et de porcs) ainsi que les formations relatives (subvention 100%).



Les femmes n'ont pas déposé de projets innovants mais les bénéficiaires semblent satisfaites. La politique d'EMA n'est pas d'imposer des projets auxquels elles n'adhèreraient pas !

Aide à la formation des contrôleurs de chantier

Il est important que dans chaque village des responsables d'Ekoma soient capables de surveiller la mise en œuvre des chantiers par les entreprises locales (salle de classe, logement de maître, latrines etc.) Une formation a donc été dispensée à 5 personnes.



Aide dans le domaine de la santé

Le dépôt de pharmacie est en cours de raccordement électrique aux panneaux solaires de la maternité.

EMA soutient le projet d'une maison d'Ekoma.

Grâce aux missions qui lui sont confiées et aux formations que l'équipe d'appui conseil de Dano dispense à ses membres, Ekoma est sur la voie de l'autonomie de gestion des projets.

Ekoma souhaite donc disposer d'un local pour tenir ses réunions et ranger ses documents.

Des discussions sont en cours avec le Maire pour l'octroi d'un terrain.

EMA a déjà subventionné à hauteur de 85% l'achat de tables et de bancs.

La prochaine mission débattrà avec le Maire de Koper et Ekoma de la construction du local.

Affaire à suivre....

EMA à Massy et ses environs

Comme annoncé dans la Lettre de mai 2013, toujours disponible sur le site, EMA a participé :

- en juin à la Fête des Gravieres et à Festiv'aromates aux Franciades,
- en septembre à la Fête des associations et à « The Meal » au kiosque de Villaine,



- en novembre nous avons participé avec 19 autres associations à la Fête de la Solidarité Internationale à l'Espace Liberté,

- les 8 et 22 novembre, à l'invitation de professeurs du club « Mes copains d'ici et d'ailleurs », EMA est intervenue au Collège Blaise Pascal pour animer un atelier avec des élèves,



- du 25/11 au 6/12/2013, EMA participera à une animation sur le Burkina à l'école Jean Macé de Lozère, suivie d'une exposition-vente d'artisanat burkinabé au centre Audiberti le mercredi 4 décembre,
- le 7 décembre EMA proposera de l'artisanat au Marché africain de Bures-sur-Yvette.

La prochaine mission se déroulera du 12 au 27 janvier 2014. Y participeront Marie Claude Ferraut, Alain Pauly, Jacqueline Rivot, accompagnés de Denys Arnould de l'ASAMA

Adieu, Sylvette

Sylvette Alamichel (épouse de Claude Alamichel, fondateur d'EMA, en 1981) nous a quittés en août 2013.

Nous garderons d'elle son sourire lumineux, rayonnant et sa grande discrétion. Sa présence indéfectible au cours des 32 ans de l'association, nous a été précieuse : les 12 premières années dans l'ombre de Claude puis de façon de plus en plus visible. Sa sollicitude était exigeante. Elle suivait de très près, à travers les assemblées générales et les Lettres d'EMA, la progression des réalisations et le devenir des 5 villages partenaires de Koper et tout particulièrement celui de Béné.

Son soutien, sa générosité, celle de sa famille et de ses amis*, toutes ces marques d'amitié et de fidélité

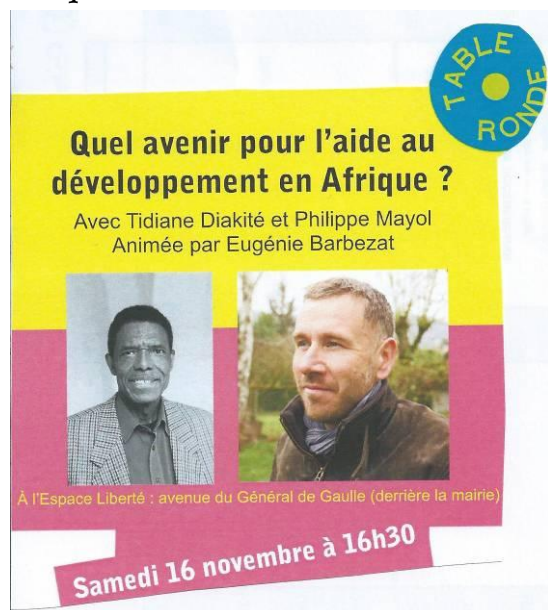
accompagnent et renforcent notre engagement à EMA et notre volonté d'échanges et de partages accrus avec nos partenaires de Koper.



* 2 610 euros ont été réunis et seront affectés à la réalisation d'un projet collectif qui sera décidé avec la population à Koper en janvier 2014.

LA FÊTE de la SOLIDARITÉ INTERNATIONALE 2013 à MASSY

A cette occasion une cinquantaine de personnes ont participé à la table ronde organisée par la médiathèque Jean Cocteau le samedi 16 novembre.



Il s'agissait ici de n'aborder ni l'aide d'urgence ni l'aide humanitaire mais uniquement l'aide au développement.

A partir de la pratique du CCFD-Terre solidaire, **Philippe Mayol** nous a livré ses réflexions d'où il ressort que toute action est politique et que tout projet vient amplifier ou combattre une pratique politique en créant un déséquilibre qui peut s'avérer bénéfique ou néfaste. Tout objectif d'aide passe donc par une vision politique et doit s'inscrire dans la durée. Il passe obligatoirement par des organisations locales. C'est le « pauvre » qui est acteur de son propre développement. Il a des idées mais pas de financement. Toute aide doit d'abord prendre en compte l'humain. Le rôle des ONG est d'aider les organisations locales à se poser les bonnes questions, à veiller à la bonne utilisation des apports de fonds, à ce que les projets soient durables, viables et efficaces. Quant à l'aide publique au développement, elle requiert du courage politique au Nord comme au Sud sous la pression des organisations citoyennes pour éviter les détournements.

En tant qu'historien et africain, **Tidiane Diakité** exprime une vision plus historique mais non discordante et énonce des recommandations. Le premier objectif d'une ONG doit être d'apprendre aux populations à se passer de l'aide. Ne pas plaquer des projets, s'assurer de l'adhésion des bénéficiaires en exigeant une participation selon leurs moyens et avoir un suivi. Considérer que l'intervention durera longtemps et donc être capable de continuer avec patience et pédagogie.

S'assurer de la cohérence des projets entre donateurs, impliquer les populations civiles et procéder à une évaluation.

Par ailleurs, depuis les indépendances africaines, les aides publiques ont connu des orientations différentes. Des années 1960 jusque vers 1980, l'accent a été mis sur l'industrialisation, produisant avec énormément de gâchis « ces éléphants blancs » ou usines clefs en mains sans lendemain. L'aide alimentaire ne cessait de croître : les paysans étaient ponctionnés pour contribuer à l'industrialisation du pays, la production était orientée vers les cultures de rente et la population en pleine explosion démographique augmentait plus vite que les récoltes. Le sous-développement est avant tout celui de l'agriculture.

Au début des années 1980, prenant en compte l'inefficacité de l'aide et la comparaison avec les autres continents, une révision s'est imposée. Trois scénarios ont émergé :

- celui de la rupture (Samir Amin). Le sous-développement vient de l'Occident. Que les Africains comptent sur eux-mêmes pour leur développement ;
- celui dit de Berg (Banque mondiale) recommandant d'insérer l'Afrique dans le commerce mondial ;
- le plan de Lagos (chefs d'Etat africains) souhaitant diminuer l'assistance technique occidentale et demandant aux Occidentaux d'ouvrir leurs marchés aux produits africains.

La question démographique est cruciale et reste trop souvent taboue. Le développement de l'Afrique passe par les femmes et par un Etat viable au service de tous.

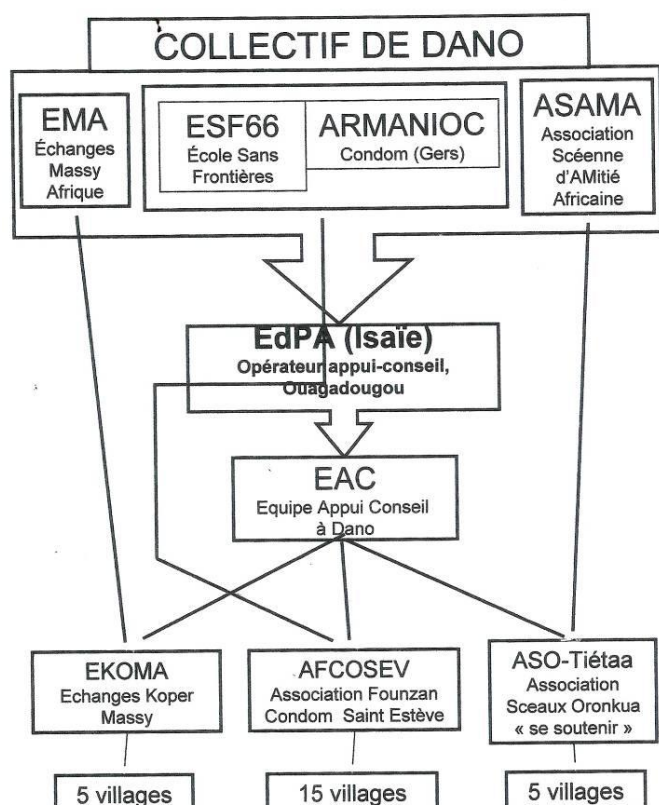
Notes prises par Simonne

Table ronde si intéressante que le public l'aurait prolongée encore plus...mais peut-être n'est-ce que partie remise.

Tous ces échanges peuvent nourrir notre réflexion. EMA y trouve de quoi conforter sa démarche et poursuivre son implication au Burkina Faso.

Rencontre du Collectif de Dano

MASSY, SAINT-ESTEVE, CONDOM, SCEAUX, DANO, KOPER, FOUNZAN, ORONKUA, quel est le lien entre ces localités ?



Ed.PA : Un partenaire relais à Dano, entre EMA et Ekoma

Depuis plus de 30 ans, EMA est engagée dans le développement de villages dans la province du loba. Dès les premières années, EMA a compris qu'un intervenant permanent sur place, relais entre Massy et les villageois était indispensable pour assurer la qualité, la fiabilité de son investissement. L'AFVP (Association Française des Volontaires du Progrès) joua ce rôle jusqu'en 2005, date de son désengagement.

Le choix de EMA s'est porté sur Isaïe Paré, ancien cadre de l'AFVP qui avait créé sa propre entreprise, appelée Ed.PA, dont le siège est à Ouagadougou.

C'est ainsi qu'Isaïe devint notre « opérateur ». Il a alors recruté trois personnes pour constituer à Dano l'« équipe d'appui-conseil » EAC chargée d'aider les associations locales, dont Ekoma, dans la conception, le choix et la réalisation des projets villageois en adéquation avec les subventions disponibles qui transitent par Ouagadougou et d'assurer l'organisation des formations. La transparence, la confiance sur les budgets et les actions sont totales entre Ed.PA et EMA.

Le collectif de Dano

Or, trois autres « associations du Nord » privées elles aussi du recours de l'AFVP intervenant dans des villages situés à 40 km de Dano dans la commune de Founzan et à 16 km dans la

commune d'Oronkua envisageaient de faire appel à Isaïe Paré. Cette proximité géographique, le fait d'avoir collaboré avec l'AFVP, les ont conduites à choisir elles aussi Ed.PA comme opérateur. C'est ainsi qu'est né « le collectif de Dano ». Il est composé des quatre associations françaises, EMA, ESF66 de Saint-Estève, Armanioc de Condom et ASAMA de Sceaux.

Cependant, au Burkina, entre les « 3 associations du Sud » il existe des différences du fait du nombre de villages (5 ou 15), de la diversité des langues, des types de relations de coopération : entre mairie du Nord / mairie du Sud pour Founzan, ou d'association à association pour Koper et Oronkua. Malgré cela, Ekoma, Afcosev, Aso-Tietaa se réunissent une fois par trimestre autour de l'EAC qui les épaula et qui gère en particulier l'aspect financier, pour partager leurs expériences et programmer leurs activités.



Le collectif de Dano se réunit une fois par an

Depuis 2006, les quatre associations du Nord, se retrouvent pour échanger et réfléchir sur leurs pratiques et pour harmoniser leurs contributions financières. C'est le « collectif » qui, via Ed.PA, assure les frais de fonctionnement, les trois salaires de l'EAC, la location du bureau, les trois motos, les frais de bureau, de déplacement, etc. Nous partageons donc ces « frais d'appui » proportionnellement à notre investissement. Si une des associations devait se retirer du collectif, cela entraînerait une hausse importante de ces frais pour les autres ou une réorganisation de l'appui.

Cette année, la réunion a eu lieu à Condom dans le Gers, les 5 et 6 octobre. Pour la première fois depuis 2006, Isaïe Paré a souhaité se joindre à nous, ce qui a augmenté l'intérêt de cette rencontre. Dans une ambiance « gersoise » aussi studieuse que chaleureuse, la confrontation des points de vue a apporté une ouverture à laquelle il est nécessaire et agréable de participer au moins une fois l'an.